L'Anarcho-syndicaliste n°92
décembre1969
Union des Anarcho-Syndicalistes

REVENDICATION OU ACTION DIRECTE ...

"Dans l'oeuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc ...".

Ce paragraphe de la charte d'Amiens affirme clairement la nécessité pour le syndiclaisme de "l'oeuvre revendicatrice quotidienne". Le syndicat organe de défense et de lutte des travailleurs, a d'abord pour but de permettre à ces derniers de vivre le moins mal possible dans le cadre de la société actuelle. Car si nous voulons la révolution, nous ne saurions nous contenter de belles espérances; nous voulons vivre dès maintenant, et c'est pourquoi nous ne négligeons pas les réformes obtenues par les luttes syndicles.

Or c'est ici que se situe l'écueil auquel le syndicalisme a tôt fait de se heurter. A lutter pour des améliorations immédiates, on risque fort de ne plus voir que cela. Et c'est ainsi que les syndicats, révolutionnaires au moment de leur création, sont devenus par la suite exclusivement réformistes, et tendent même à l'heure actuelle à devenir, sinon des rouages du système capitaliste, du moins des "amortisseurs" entre dirigeants et dirigés.

Car si l'on veut obtenir des réformes, il faut les obtenir de quelqu'un, il faut les revendiquer. Et à qui les revendiquer sinon à nos maîtres, à nos exploiteurs, capitalistes et hommes d'état. Ce faisant nous reconnaissons l'existence de ces maîtres, nous la légalisons. Et petit à petit nous nous déshabituons d'agir d'une manière autonome. Nous sommes les enfants plus ou moins tributaires qui réclamons les faveurs de père, mais qui, par là même, devenons incapables d'imaginer, de créer. C'est bien d'ailleurs ce que souhaitent nos maîtres, et le fin du fin est de nous amener à revendiquer les uns contre les autres comme des gosses jaloux.

Ainsi, on demande à l'état de tout organiser, de tout subventionner. Ainsi, sous prétexte de socialisme on exige la nationalisation des industries-clefs ... et de l'école. Et l'on se plaindra ensuite du poids des impôts... Comment un tel Etat, à qui on donne un telle importance, pourrait-il un jour disparaître? Le mieux est alors de s'en accomoder et de participer à des structures de dialogue où l'on sera reconnu comme interlocuteur d'autant plus valable qu'on aura fait preuve de sagesse, ou l'on aura affirmé par les actes et par la parole que "l'auto-gestion" est un mot creux.

Est-ce à dire, si nous refusons cette régression au stade infantile, que nous devions renoncer à toute amélioration et nous réfugier dans un messianisme révolutionnaire entaché de la même puérilité? Nous avons déjà répondu à cette question, mais il reste à trouver les moyens de concilier l'amélioration de nos conditions de vie et les buts du syndicalisme qui sont la disparition du salariat et du patronat et l'instauration d'une société égalitaire et libertaire.

Ces moyens peuvent se résumer en une expression: "Action directe". L'action directe est l'action entreprise par les travailleurs eux-mêmes, sans intermédiaire qu'il s'agisse de parlementaire ou d'interlocuteur valable ou non. C'est la grève, c'est le boycottage, c'est le sabotage des syndicalistes révolutionnaires du début du siècle, mais c'est aussi tout ce que les travailleurs construisent et préparent de leus propres mains. Ce sont les coopératives de production et de consommation autogérées, ce sont les expériences de toutes sortes menées ici ou là, comme des communautés de compagnons essayant de vivre en marge du capitalisme, comme ces collectivités du Danemark où l'on essaie de créer une cellule sociale de base d'un type nouveau (il ne s'agit pas de les proposer en exemple , mais de les considérer comme expérienses).

L'Action directe, c'est ce qui permet d'arracher - et non de quémander - des améliorations immédiates, mais toujours dans une perspective révolutionnaire, alors que la participation renforce l'Etat et le Capital ou tout au moins leur permet de subsister, l'action directe les affaiblit en même-temps qu'elle renforce les travailleurs. Elle les renforce car elle leur fait prendre conscience de leur existence en tant que classe et de

leur cohésion. Mais aussi parce qu'elle leur révèle leurs capacités, leurs facultés créatrices. Autant la revendication purement réformiste est un facteur de régression, autant l'action directe, agissant, dans le positif, car il s'agit de construire la révolution, et non plus de l'attendre comme dans l'attitude messianique, est un facteur d'évolution et d'affirmation, individuelle et collective.

Cependant, une question se pose: s'il s'agit de construire la révolution, où agirons-nous? Car il semble bien que nos syndicats ne soient plus les outils adéquats à ce but. C'est justement la question que chacun doit se poser. Car il s'agit pour nous, anarcho-syndicalistes, de jeter les bases d'un renouveau du "véritable syndicalisme" qui saura construire dans le positif et ne se contentera plus, par ses "revendication", de freiner vaguement l'évolution régressive de l'humanité.

J. P. BELLIARD

POURQUOI J'AI QUITTER LE "SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS" ET "L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE" ...

1- Préliminaires: Vous lirez ci-dessous, à titre d'information, la lettre que j'ai envoyée à tous les membres du groupe E.E. de la Mayenne.

Cette lettre est la résultante d'un long désaccord, que j'ai essayé de dépasser, mais qui a éclaté, comme tout, à la suite d'un incident.

Le problème est le suivant: peut-on, groupés dans une tendance syndicaliste révolutionnaire appartenant à un de ces "syndicats" qui ne pratiquent plus aucun syndicalisme comme l'entendaient les Pelloutier et ceux de la *Fédération unitaire de l'enseignement* de ce premier quart de siècle, rester fidèle à ses idées, tendre à les mettre en pratique, en militants réalistes, responsables, sérieux en un mot?

Combien de jeunes, arrivant au "syndicat", n'ont-il pas été trompés par notre phraséologie révolutionnaire, attirés par les perspectives et idéaux clamés, cru trouver enfin une maison où ils seraient chez eux, où ils pourraient s'exprimer, se réaliser peut-être; combien ont-alors été déçus, en découvrant derrière la faille des mots la réalité des choses: des gens aux belles idées, certes, mais toujours suivant, disciplinés, ceux qui prônaient le contraire ... et même le justifiaient.

C'est ce qu'on peut appeler une opposition de sommet, du parlementarisme syndical.

Le jeune avait cru trouver une arme et des compagnons de lutte contre l'exploitation capitaliste. Il découvrait des phénomènes extraordinaires, clamant le rouge, ne le pratiquant pas et dont l'essentiel de la lutte consistait à s'opposer aux bonzes du syndicat, plutôt qu'aux exploiteurs capitalistes; il découvrait la lutte des classes dans le syndicat, alors qu'il attendait la lutte des classes tout court.

Le syndicalisme révolutionnaire avait dégénéré. De temps en temps, ça gueulait, ici et là, ça scissionnait et puis tout retombait dans le calme - pour mon compte personnel, j'étais pris entre deux pôles, ou me foutre de la gueule des majos, ou les engueuler, ou passer à l'action autonome.

Le groupe E.E. me censurait assez régulièrement. Les plus gros responsables "arrageant" les choses, se "mouillant" même.

Et la situation en moi se trouvait chaque fois aggravée.

Arriva la rentrée 1969, dont chacun connaît les carences. Le syndicat ne fit rien, aucune enquête, aucune réunion, aucune action... sauf une grève administrative des directeurs de C.E.G., 15 jours après la rentrée... et puis une réunion précipitée, le 18 octobre, à l'instar du secrétaire du syndicat et de l'inspecteur d'Académie... Celui-ci fit alors des promesses dont la crédibilité était aussi évidente que celle du Grand Guignol, et celui-là proposa d'arrêter la grève ainsi, sans résultat palpable, ce qui constitue la plus grossière erreur tactique que puisse commettre un quelconque responsable syndical.

Je me fachai, et il en résulta une "lettre ouverte", "de la misère en milieu enseignant", insultante pour le secrétaire du syndicat et les Directeurs de C.E.G. en général.

Je l'envoyai à tous les maîtres de C.EG. syndiqués au S.N.I. puis en donnai connaissance à une réunion du groupe E.E. La censure n'était plus possible. J'avais rompu un barrage. Il n'y eût aucune objection. Seulement quelques camarades à qui j'avais demandé de la distribuer là où je n'avais pas d'adresse, ne le firent pas, bel exemple de la liberté d'expression.

A la réunion du Conseil Syndical suivant, à l'unanimité moins les élus Ecole Emancipée s'abstenant, on me vota un blâme...

J'appris cela par un élu majoritaire, pas un des autres (il y a 15 ans depuis son début, que je fais partie du groupe EE) n'osant m'en faire part.

Aussitôt, je démissionnai du syndicat et du groupe E.E., lettre que vous pourrez lire ci-dessous.

J'ajouterai quand même que l'ultime réunion EE d'explication sur l'orientation à laquelle j'assistai, fut pour le moins pénible: les arguments majoritaires, faux, furent repris contre moi (mais pouvait-il en être autrement?). Je fus accusé de pas mal de maux qu'on s'était bien gardé de me dire jusque là, et même, ce qui fera sourire tout le monde ici, d'avoir fomenté un complot anarcho-syndicaliste aux dépend s de l'EE, comme les OCIstes...

2- Lettre: POURQUOI JE QUITTE LE GROUPE E.E. DE LA MAYENNE:

Inutile de recommencer par le détail, la genèse de l'histoire SNI-CEG pour la rentrée 69; tout le monde la connaît maintenant par mon texte: "DE LA MISERE EN MILIEU ENSEIGNANT". Résumons.

Les bureaucrates du SNI n'ont rien fait. Les maîtres du CEG d'Ambrières ont téléphoné plusieurs fois au secrétaire de la section, SOSSON, et lui ont envoyé deux motions; dont l'une deux jours avant la rentrée, lui demandant de réunir tous les maîtres de CEG, pour faire le point d'une situation catastrophique et engager les actions nécessaires.

Mais l'orientation du syndicat réformiste: Ne pas déclencher de mouvements qu'on n'est pas sûrs de contrôler, parce qu'on a peur de la base et aussi des changements brusques que peuvent entraîner les troubles, parce qu'on a peur des autres bureaucrates (politicards de la CGT et corporatistes du SNC), cette orientation a amené SOSSON à refuser - par inertie, toute convocation de réunion ... sauf quand il a été trop tard alors que la rentrée était faite et que rien ne pouvait plus être entrepris (heures supplémentaires distribuées, adhésion au statut effectuée en fait, élèves au travail tant bien que mal), fin septembre 1969, 15 jours après la rentrée. Il s'agissait sans doute pour donner le change, d'une puissante grève administrative des 13 directeurs de CEG de la Mayenne, action ayant entre autres mérites de laisser les gens chez eux, au chaud devant leur bonne conscience plus ou moin élastique: "Qui peut s'avoir que j'envoie quand même les paperasses à l'inspecteur avec l'assurance de toute ma platitude? est-ce que je ne paie pas quand même àa cotisation syndicale?". Une grève donc a été organisée on sait comment, particulièrement dans son arrêt, le 18 octobre. Je n'insisterai pas si ce n'est pour ajouter que ce matin, 13 novembre je reçois encore une circulaire de SOSSON demandant de garder les statistiques qui devaient être envoyées pour le 5 novembre... car: "malgré les promesses faites, rien n'est encore venu matérialiser les postes nécessaires aux décharges", signé SOSSON. Rappelez-vous que la grève est arrêtée depuis le 18 octobre sur des prouesses! On peut douter le l'efficacité d'arrêter l'envoi de papiers qui sont arrivés à l'académie depuis longtemps. Pour ma part las d'attendre, j'ai tout envoyé ce qui traînait hier 17 novembre..., fatigué aussi de pas mal d'observations remontrances, blâmes et emmerdements divers.. .

Le syndicat n'a donc rien voulu faire. Les syndiqués il est vrai, pour la plupart des veaux, j'ai donc écrit une diatribe qui s'apparente au terrorisme verbal, parce qu'il n'y a pas moyen de rien faire avec ce syndicat qui ne veut pas lutter, parce que les syndiqués, pas tous, ne sont pas disposés à se battre, pour des raisons que nous connaissons bien, et que nous pourrions globalement réunir dans l'expression:Intégration dans la société capitaliste.

Là-dessus, sur cette lettre ouverte envoyée aux syndiqués du SNI des CEG, les bureaucrates m'infligent un blâme (certains voulaient me foutre à la porte du syndicat), et les élus EE s'abstiennent, certains paraît-il voulant même voter le blâme.

A ce propos je m'étonnerai que ces certains que je ne veux pas connaître n'ont fait aucune observation à la réunion EE on fut lu le texte QUI N'ENGAGEAIT QUE MOI.

Enfin j'ajouterai que dans un tel texte on ne sépare pas le fond de la forme. C'est UN. Appeler de la merde, merde, et un fripon intellectuel: salaud, peut, certes, mener devant les tribunaux bourgeois, mais n'est en aucun cas pour un révolutionnaire, un vice rhédibitoire... Car le syndicat est devenu rien (je suis poli!). Depuis 15 ans que je suis à l'EE, on dit ça en termes châtiés, on suit le troupeau et on ne fait rien. On ne lutte pas contre le capitalisme dans les syndicats contemporains.

ILLUSTRATION: Je ne citerai qu'un cas, celui des CEG puisqu'on y est. A l'origine les cours complémentaires recrutaient les maîtres parmi les instituteurs volontaires, assez aptes ou qui se sentaient aptes. Ça n'a peut-être pas toujours réussi absolument, mais qui, parmi nous, prétendrait maintenant défendre les parchemins, seuls porteurs de toute science?

Puis par l'intermédiaire du SNI, eh oui ! contre l'avis de la seule EE fut créé un CAP-CEG qui fermait la porte aux instituteurs... Je me souviens qu'à l'époque, l'un de nous, ironisant, demandait en plus un CAP-CP, un CAP-CE2...

Nous l'avions dit: ce CAP inutile devait amener à une catagorisation débouchant sur le corporatisme. On y est en plein.

Maintenant, après le CAP, c'est le statut, en attendant le "syndicat" (sic).

Avons-nous donc progressé en 15 ans? La lutte n'a pas été menée par les majoritaires, oui. Et qu'a donc

apporté l'EE au SNI? sinon une bonne conscience? Comme dans le vote de ce blâme...

Je sais que l'on pourra m'objecter: "Et que pouvions-nous faite tout seuls?" Je répondrai: Avant mai 68, pas grand'chose. Depuis mai 68, nous pouvons beaucoup. Les forces disponibles sont latentes et immenses. Mais où? Chez les jeunes. Chez les normaliens, les remplaçants taillables et corvéables à merci, pour les enseignants en particulier. (+ de 50% du corps).

L'EE ne serait-elle plus une tendance jeune?

Ces jeunes sont prêts à se battre si nous leur donnons les moyens et même le cadre de notre organisation, si nous sommes sincères et décidés à aller jusqu'au bout de notre sincérité.

Une masse active, peut faire pencher la balance de son côté et être suivie alors, par ceux-là même qui aujourd'hui la condamnent, et la condamnent d'autant plus sûrement qu'ils la tiennent entre leurs mains.

Pouvons-nous les déboulonner par nos moyens traditionnels dits de "DEMOCRATIE SYNDICALE" ? que j'appelle PARLEMENTARISME SYNDICAL? Je réponds sans hésiter: NON. Car cette démocratie, nous savons ce qu'en vaut l'aune, c'est une bureaucratie centralisée de marchands de vaches, synarchie, et à ce jeu, nous sommes perdants à tous les coups: ils ont su récupérer mai 68.

Pourquoi? Parce quil n'y avait pas d'autres structures d'accueil en place qui se soient battues, aient fait leurs preuves, on un mot puissent attirer. Alors, tout est retombé dans le giron de la CGT et des sociaux-traitres, de la CFDT faux-jetonne parvenant par ses positions "gauchistes" à tirer à elle une partie de la force jeune, ce qui justifie ma thèse.

Mais nous-continuons de pactiser avec le diable.

J'ai profité d'une belle occasion pour dénoncer la trahison du secrétaire du syndicat, la veulerie des directeurs chenus, meilleurs agents de la bourgeoisie en place.

Qui m'en accusera? (je vous prie, ne parlez pas de la forme seule, je vous répète que je suis imperméable à cette sorte d'arguments).

Qui m'en accusera? Eh bien, mes camarades de la tendance, précisément. Pourquoi? - Parce qu'ils jouent toujours le jeu du parlementarisme syndical qui les amène inévitablement à faire chorus dans la condamnation de celui qui ne veut plus subir la loi des vieux traîtres, l'en-dehors, le mouton noir, et qui le dit, de manière irréversible, impardonnable définitive.

Impardonnable? NON! car j'ai reçu depuis un mot de SOSSON, sur un autre sujet, ainsi rédigé à la fin: AMICALEMENT, SOSSON. Vous avez bien lu.

On ne saurait mieux illustrer le divin marquis. REFAIS-ME-LE!

S'il s'agissait de la part de ce vieux rebord de changer son fusil d'épaule, ça se saurait depuis longtemps! Je reste imperméable aux tentatives de récupération de ce vieux forban, Je suis irrécupérable!

Je ne condamnerai donc pas mes camarades de tendance, élus au CS du SNI et qui, présents ce jour-là, ont accompli à mon égard l'acte que l'on sait: ils ne pouvaient faire autrement sans quitter le CS, qui ne conseille rien d'ailleurs, puisqu'il ne fait que mettre en pratique les consignes venues du BUREAU national...

L'EE est noyée dans le magma, même avec ses 250 voix aux élections. Qu'en fait-elle de ces 250 camarades? encore des voeux pieux. En somme il ne reste plus que deux solutions:

1- On continuera le ron-ron et de recul en recul, on ira jusqu'où?

Aux CGTistes, modernes réformistes avec une phraséologie révolutionnaire tempérée de nationalisme, de corporatisme, d'intégration dans un système qu'on renversera lorsqu'on aura + de 50% des voix aux élections ...ça s'est déjà passé en 1936 et il n'y a rien eu. Aux CAOteux dont la stratégie: défendre des organisations existantes, parce que ce sont les seules barrières solides contre le fascisme montant (voir toujours 1936-39), stratégie qui fait bien rire tous les jeunes qui ne voient pas quel barrage peuvent constituer en période de crise des cadavres, d'où le succès foudroyant de la FER - et tombe à plat (pourquoi ne pas être à ce moment chez les sans tendance ?).

Aux réformistes, et coller à eux comme des morpions sans rien faire que de l'agitation stérile, proférer des exclamations: "Et ils ont signé!)" (Il s'agit de l'accord gouvernement-syndicats sur les catégories C et D).

2- Ou on se déclarera syndicaliste-révolutionnaire et on s'organisera pour se défendre efficacement en pensant à l'action, en tant qu'organisation autonome, reconnue comme telle. Précipiter le dynamisme, sortir du ronron bien tranquillisant, exister parce que vivre réellement. Qu'avons- nous à foutre des accords solennels signés, des préavis et autres salamalecs? Seule compte l'action directe des exploités, opposée à l'action directe des exploiteurs.

En conclusion, je sais que tout ceci n'est pas la stratégie établie de l'EE. Je souhaite seulement que rapidement ça le devienne, nous n'avons que trop perdu de tomps. Les travailleurs, partout, partent en grèves sauvages, spontanées, organisent des comités d'action, de grève, coordinateurs, réinventant le seul, le vrai syndicalisme, celui de la lutte des classes organisé fédérativement, de la base souveraine au sommet exécuteur.

En attendant, je le répète, tant que l'EE n'aura pas changé de stratégie, je ne puis plus en faire partie:

1- Parce que je ne suis pas d'accord sur le syndicalisme pratiqué par la FEN, dit réformisme, mais sans réfornes, nul, donc je m'en sépare.

2- Parce que déjà, certains d'entre vous, logiques avec la tendance (sans doute avec eux-mêmes), m'ont désavoués publiquement.

C'EST UNE EXCLUSION DE FAIT RECIPROQUE.

Je ne vous souhaite rien, dans votre stratégie présente, parce qu'elle ne mène à rien. Dans toute orientation d'organisation, il y a la THEORIE et l'ACTION. Je suis toujours profondément d'accord avec l'idéologie de l'EE, mais je ne suis pas d'accord avec l'inaction, car l'idéologie sans action est un songe creux.

Si un jour l'EE se décidait à féconder ses idées, à se métamorphoser d'organisation sans but, sans pratique autonome, en organisation révolutionnaire active, présente physiquement PARTOUT, dans la lutte des classes, devenant le pôle attractif d'une jeunesse à la recherche d'un instrument pour la conquête de sa liberté. alors je répondrai PRESENT.

En attendant je ne renie aucune de mes idées, qui sont toujours celles de l'EE, et JE CONTINUERAI A LES DEFENDRE SELON MES MOYENS ET LA CONJONCTURE.

Ambrière, le 19 novembre 1969.

3- Et je continue la lutte. Je vous tiendrai au courant. Mais, je puis déjà constater que ce n'est pas facile : je réapprends à marcher seul.

Pierre DURY

REMOUS A F.O.

La progression de F.O. (et des autres centrales) vers une intégration totale au système se poursuit. Le coup d'arrêt d'avril 1959 à l'intégration "législative" n'a pas désarmé pour autant les tenants actuels du pouvoir.

"Contrats de progrès", "convention sociale", "contrat à durée déterminée", autant de formules qui pour n'être pas nouvelles, n'en sont pas moins dangereuses, et mettent en cause, directement, l'existence de syndicats indépendants.

Cette offensive parfaitement orchestrée, bénéficiant de la complité, ou de la neutralité bienveillante de toutes les centrales, ne pourra être brisée, que si les travailleurs reprennent le chemin de l'action directe et renouent avec l'anarcho-syndicalisme.

Neutralité bienveillante? C'est l'attitude de la CGT qui ne refuse pas de signer l'accord EGF, mais qui réserve sa signature et qui organise une “consultation", non pas pour refuser le principe de la convention, mais pour l'améliorer...

C'est ainsi qu'analysant le contenu de la convention, "l'Humanité" du 20/12/69 écrit: *"Ce système conduit à désintéresser le personnel du sort de son entreprise, de ses résultats, de la qualité du service rendu".*

Et dans le même journal, le 24/12/69, le secrétaire général de la Fédération CGT explique:

"Nous ne disons pas,expliquait Pauwels,que nous ne signerons pas cette convention. Nous voulons loyalement informer le personnel et prendre son "avis. C'est la majorité qui décidera; mais si cette majorité n'est pas pour la signature de la convention telle qu'elle est actuellement, l'honnêteté voudra qu'elle soit révisée”.

Complicité? C'est évidemment celle des autres centrales qui signent; sans se poser de problèmes.

Mais cette attitude capitularde ne va pas sans remous. Il faut enregistrer, dans la confédération réformiste FO, des craquements. Des militants (avec qui nous ne manquons pas à l'occasion de nous heurter violemment) n'acceptent pas facilement la désintégration progressive de leur organisation,

Les distances que nous avons souvent prises avec ces camarades ne nous empêchent pas de soutenir les positions intéressantes qu'ils peuvent prendre. Le récent congrès de la fédération des cheminots FO, déclare:

"L'Etat a toujours été et reste la superstructure des structures existantes, ce qui signifie que ces salariés n'échappent pas aux résultats des contradictions politiques, économiques et sociales.

De longues luttes seront encore nécessaires pour assurer le bien-être des travailleurs mais chacun doit

bien se pénétrer de la certitude que la question sociale ne pourra être réglée que par une défaite définitive du capitalisme. Moins que jamais le mouvement syndical FO ne saurait s'intégrer à une société qui tente de survivre et en cherche les moyens pas plus qu'il ne peut se résigner à une société totalitaire; on ne peut supprimer les libertés, même transitoirement, sous prétexte de les rendre plus réelles ultérieurement."

Dans le journal de la Fédé-Chinie FO, nous relevons la déclaration suivante:

" Au cours de sa réunion des 15 et 16 novembre, le bureau de la FEDE-CHIMIE CGT-FO a examiné la déclaration faite à La Rochelle par André Bergeron et reproduite par le journal "Le Monde" du 11 novembre, p.25, 2ème colonne. Il constate qu'André Bergeron n'a pas opposé de démenti à cette information, ni auprès du journal, ni auprès des militants responsables et qu'il y a donc lieu de la tenir pour exacte.

Le bureau s'étonne, tout d'abord, d'une telle déclaration qui est en contradiction absolue avec les précédents déclarations d'André Bergeron lui-même ainsi que des autres secrétaires confédéraux, du Bureau et de la Commission Exécutive de la CGT-FO et qui va à l'encontre des positions fédérales et syndicales ainsi que des luttes ouvrières en cours.

Cette déclaration ne saurait donc revêtir qu'un caractère personnel et n'engager d'aucune manière quelque instance que ce soit de la Confédération. Cependant, le Bureau Fédéral condamne néanmoins son auteur qui, en souhaitant le succès du plan gouvernemental, dit de redressement, se fait l'allié objectif du pouvoir dans sa politique de régression sociale et de récession économique combattue par l'ensemble des organisations syndicales et la masse des travailleurs.

En effet, souhaiter le succès du plan de Chaban-Delmas et de Giscard-d'Estaing, celà revient à renoncer aux majorations de salaires dues aux augmentation des prix depuis Juin 1968, c'est admettre le rejet par les patrons de la réduction compensée du temps de travail et l'amélioration des conventions collectives, c'est aussi accepter le développement du chômage ainsi que les atteintes graves portées contre les secteurs nationaux de l'économie. Par voie de conséquence, cela revient aussi à condamner la lutte des travailleurs pour la préservation de leurs intérêts et l'amélioration de leur vie. Le Bureau de la FEDECHIMIE CGT-FO estime que, par sa déclaration à La Rochelle André Bergeron a gravement manqué aux devoirs de sa charge et à l'éthique syndicaliste."

Signalons également l'édition spéciale de "l'Ouest Syndicaliste" otgane de l'UDFO de Loire Atlantique sur l'intégration. Ce numéro, très copieux, et que nous ne pouvons reproduire, contient une analyse sérieuse des processus d'intégration à travers les contrats de progrès et en explique les raisons économiques et politiques.

Nos récents démélés avec le secrétaire général de cette Union Départementale FO, le camarade Hébert, ne nous gênent nullement pour vous recommanderr, au moins à titre documentaire, de vous procurer ce numéro spécial (4, rue Désiré Colombe Nantes).

Ainsi, parallèlement à l'intégration progressive, les résistances s'affirment de plus en plus, au sein même de l'appareil.

Loin de nous l'idée, que l'on nous prête trop par ailleurs, d'en conclure que les syndicats peuvent être "sauvés". Mais ne pas tenir compte de ces faits, dans la longue lutte pour la reconstruction d'un authentique mouvement ouvrier serait peu réaliste.

Jo SALAMERO

ALLIANCE SYNDICALISTE (A.S.R.A.S.) REUNIONS REGIONALES:

REGION PARISIENNE: La troisième conférence syndicaliste de la région parisienne se tiendra à la Bourse du travail, 3 rue du Château d'eau - PARIS - 10°. Salle: Plateau Croizat. Samedi 10 janvier de 14 à 17 heures précises.

REGION SUD-OUEST MIDI LANGUEDOC: Elle aura lieu à TOULOUSE le dimanche 11 janvier.

REGION CENTRE OUEST ATLANTIQUE: C'est à POITIERS qu'aura lieu la première réunion régionale, Le dimanche 11 janvier , à partir de neuf heures. Salle de la Bourse du travail (Maison du peuple) rue Arsène Orillard (pour les repas: prévenir H.Barthot, 103 route de POITIERS , 86 St BENOIT)

REGION NORMANDIE-MAINE: Une réunion est également en projet. (Les camarades intéressés pourront entrer en relation avec J.P. BELLIARD, à COURSON, - 14 St-SEVER)

CONFERENCE NATIONALE: Une première conférence se tiendra à l'annexe de la Bourse du Travail, 67 rue Turbigo - PARIS 3ème (Salle Léon Jouhaux) , le samedil 31 janvier, de 9 h à 17 h 30.

Nous espérons que des camarades d'autres régions (Nord- Picardie, Est , Midi méditerranéen...) prendront l'initiative d'autres régionales, et pourront déléguer un ou des représentants aux conférences nationales .

PROBLÈME PAYSAN ...

Les paysans sont de nouveau en colère. Depuis les barrages de routes de 61 où ils firent vaciller le régime c'était un peu le calme et la résignation. Ah! Si à ce moment les ouvriers avaient donné la main ... Il est vrai qu'en mai 68 les paysans ont été très sages. C'est le moment de tirer la leçon des batailles en ordre dispersé.

En interceptant le ministre Guichard, seule façon positive de dialoguer avec le pouvoir ils renouaient avec l'action directe. Et le pouvoir n'aime pas ça.

Après le plan Mansholt , le plan Vedel qui prévoit la disparition de 5 agriculteurs sur 6 ont été les détonnateurs de cette situation explosive.

Conment en est-on arrivé là? En travaillant dur, en économisant, parfois en se privant ou en s'endettant, le paysan a acheté ce matériel sans lequel il ne peut rien faire, il a parfois aussi acheté de la terre, objet de spéculation de toutes parts, à un prix souvent sans rapport avec ce qu'elle peut produire mais pour se mettre illusoirement à l'abri de l'insécurité du fermage.

Et aujourd'hui, froidement on lui dit qu'il va devoir disparaître; alors il ne comprend plus.

La machine qui aurait dû réduire ses heures de travail l'a au contraire obligé à travailler plus en augmentant sans cesse les surfaces pour amortir un matériel de plus en plus coûteux, l'incitant souvent à éliminer son voisin plus pauvre ou plus faible, la loi de la jungle dans toute sa rigueur. Pour en fin de compte se faire éliminer par plus riche ou plus fort que lui.

On lui a dit de produire, les débouchés sont immenses, deux tiers de la planète sont sous-alimentés. Il a produit et aujourd'hui c'est le désastre provoqué par un système économique absurde. La prétendue surproduction est surtout sous-consommation et mauvaiseb distribution. Les fruits sont détruits au lieu d'être distribués aux millions d'enfants et de vieillards qui en sont privés. Les dirigeants agricoles à l'origine de pareilles folies se sont déshonorés.

Pourquoi ne pas employer les camions militaires (pour une fois l'armée servirait à quelque chose d'utile) pour transporter ces fruits prétendus invendables vers les centres de consommation et les distribuer gratuitement aux vieillards sans ressources, aux écoles, aux hospices et aux casernes.

Et pendant que des milliards d'êtres humains crèvent littéralement de faim (Inde, Biaffra...) d'autres denrées sont stokées sans trouver acquéreurs.

Trop de beurre, dit-on. Il n'est pas difficile de restreindre cette production et d'augmenter celle du lait en poudre et de la distribuer aux affamés du Tiers-Monde. Ah! Si c'étaient des obus, des bombes ou des fusées, comme on pourrait leur en expédier gratuitement et avec plaisir.

En 14-18, en 39-55 et aujourd'hui encore au Viet-nam on n'a pas lésiné sur les centaines de milliards employés à exterminer les pauvres gens. La confusion est totale. Ce système se révèle de plus en plus nuisible à l'humanité.

Une grande partie de la presse, le pouvoir et surtout la technocratie industrielle reprochent à l'agriculture

de coûter des sommes folles aux contribuables. Sommes que le paysans a d'ailleurs acquitté depuis longtenps en impôts en TVA ou en taxes de toutes sortes. Et ce, pour cause d'excédents. Que la pénurie était belle dans les années 40. Et si le paysan qui travaille dur du lever au coucher du soleil est à ce point ruineux, ce sont sûrement les oisifs, les fainéants, les parasites, les improductifs qui sont les meilleures sources de revenus de l'Etat,

Alors un peu de logique Messieurs, 12 mois de vacances pour tout le monde et tout de suite.

Un autre aspect du problème est la dégradation de la qualité des produits alimentaires sous la pression de la concurrence et des stricts impératifs capitalistes qui imposent partout une productivité chaque jour accrue et parfaitement réalisée dans l'industrie, l'agriculture a été contrainte de suivre le mouvement. Mais le problème est différent et on ne joue pas avec la matière vivante comme avec la matière inerte et l'agriculture nourricière devient chaque jour un peu plus empoisonnée.

Pour produire plus, on emploie chaque jour plus d'engrais chimiques, d'insecticides, de fongicides, de désherbants dans la culture, d'hormones, d'antibiotiques ou autres stimulants dans l'élevage, tous produits toxiques qui concourent à la production de denrées alimentaires déminéralisées et plus ou moins empoisonnées. Et aussi à la pollution des terrains, des fleuves, de la mer, ce qui d'ici quelques années nous interdira de trouver de l'eau potable. Une faible partie de l'opinion publique commence à s'émouvoir. Des savants, des médecins dénoncent le danger, mais, pour l'instant , ce ne sont que des voix dans le désert; la grande masse abrutie de télé et de bagnole, de publicité et autre propagande, ne réagit pas; après nous le déluge.

A ce sujet, l'histoire du DDT est significative. Pendant 25 ans , on a déversé des millions de tonnes de ce " produit miracle", parfaitement inoffensif, d'après les fabricants. Or, aujourd'hui, on s'aperçoit qu'il est extrêment dangereux et entièrement indestructible, il sera toujours présent dans l'atmosphère et dans les eaux . On l'interdit en Suède, en Angleterre et aux USA. En France, pas question, les intérêts des truts chimiques (qui d'ailleurs doivent avoir un produit de remplacement "inoffensif") sont prioritaires. Qu'en pensent les travailleurs de ces industries? Il est vrai, comme dirait Boris Vian des marchands de canons: *"ça donne de l'ouvrage à tous les ouvriers".*

La production de denrées alimentaires saines exigera sans doute le maintien à la terre d'un certain nombre d'agriculteurs, à la différence d'une agriculture industrielle peu soucieuse de qualité, mais seulement de productivité. Ce qui éviterait leur départ vers les cités concentrationnaires, les fameux silos à main-d'oeuvre, pour lesquels ils ne sont pas faits. Ni personne non plus d'ailleurs.

Toute nouvelle découverte en agronomie ne devrait être appliquée qu'en fonction du mieux être de l'Homme et non de sa destruction ou du seul profit.

Une lutte sans merci s'engage. La tâche est immense: nous ne gagnerons que par la solidarité de tous.

H. LUIZET, cultivateur.

LES ANARCHISTES ESPAGNOLS ET LE POUVOIR:

Les éditions du Seuil viennent de publier cet important volume de plus de 400 pages sur un sujet qui n'a pas fini de faire couler de l'encre. L'auteur, César M. Lorenzo , est le fils de militants de la CNT espagnole qui se réfugièrent en France.

Pour beaucoup de jeunes qui entrent dans le "mouvement anarchiste" depuis les événements de mai, ce livre sera d'une grande utilité en ce qu'il montre les faiblesses et les erreurs du mouvement espagnol, et notamment les erreurs tactiques vis à vis des réformistes et des staliniens. Car, comme le dit l'auteur *"la CNT n'a jamais cru que la solution des problèmes économiques entraînerait, l'affranchissement du prolétariat"*, comme voudraient le faire croire certains.

CE QUI N’EST PAS DIT DANS LA PRESSE BOURGEOISE SUR LES ATTENTATS ITALIENS ...

L'attentat à la bombe dans une banque italienne aurait pu être un acte de saine réaction contre le pouvoir de l'argent, s'inscrivant comme tel dans le mouvement de renouveau de la dénonciation violente du pouvoir du capital.

Hélas un examen superficiel des faits suffit à démontrer qu'il ne s'agit pas de cela. En effet un acte scandaleux peut avoir un caractère révolutionnaire, dans un certain contexte historique, c'est-à-dire:
- s'il met consciemment les masses devant un choix,
- s'il offre les possibilité de son propre dépassement.

Or cet acte ne fait que mettre le pouvoir devant le choix de la répression et placer les masses sous la houlette réactionnaire puisque son explication n'en sera donnée que par ceux qui ont le monopole des moyens de diffusion de la parole (gouvernement, y compris son opposition). La violence a été ici utilisée, non pas contre des flics ou des bourgeois, mais contre des individus issus des masses populaires! (on relève même des enfants parmi les victimes, ce qui ne s'est encore historiquement jamais vu dans les attentats anarchistes). Quel qu'en soit l'auteur, les conséquences pratiques de cet attentat sont celles d'une provocation favorisant le renforcement policier du pouvoir.

En effet, depuis quelques mois les classes possédantes en Italie se trouvaient dans une situation difficile. Le développement des mouvements sociaux, notamment des grèves avec occupation d'usine et là prise de conscience corrélative des travailleurs poussaient peu à peu le capital italien dans une impasse dont aucun aménagement de type gouvernemental ne le sortira.

Devant cette situation la seule issue laissée à la bourgeoisie réside dans un renforcement de l'état policier, (voire dans une évolution vers le fascisme). La bombe milanaise fournit précisément une excellente justification à ce renforcement.

Que peut-on dire dès aujourd:hui des conséquences prévisibles de l'attentat?
1- Le gouvernement Italien utilise l'indignation générale et s'empresse de faire oublier les vrais problèmes économiques et sociaux qu'il est, de toutes façons, incapable de résoudre.
2- De plus, cet événement va lui permettre de disqualifier les travailleurs les plus dynamiques politiquement en les identifiant.à la vieille image "des anarchistes lanceurs de bombe".
3- Enfin, cette analyse donne un aperçu des moyens par lesquels on pourrait éliminer les éléments politiquement les plus conscients dans les autres pays et notamment en France.

Il est, en toute hypothèse, intéressant de voir les libéraux de tous bords, responsables du bombardement permanent du Viet-Nam, de la répression à Prague, ou de la situation au Tchad, etc..., se retrouver dans la condamnation de cette violence au nom d'un humanisme pleurnichard pour mieux fermer les yeux sur toute la violence de l'exploitation quotidienne (cadences de travail, cités dortoirs, agression publicitaire, circulation, accidents de la route, etc...).

Conseil de Nantes
Mouvement Communiste Libertaire de Nantes.

“L’ORDRE” ET LA VIOLENCE ...

L'ORDRE CAPITALISTE: C'est
- Le P.D.G.... et l'ouvrier ; le milliardaire...et le smicard;
- Le quartier résidentiel ...et le bidonville; l'hôtel étoilé...et le camping aux 1000 tentes;
- La Mercédès... et la 4 CV d'occasion;

C'est :
- Le "droit" au travail, et les licenciements;
- Les heures supplémentaires en même temps que le chômage;
- La course à la production et la destruction des produits;
- La faim dans le monde et les stocks avariés;

- La gùerre “hors la loi", mais le Viet-Nam, le Proche Orient, le Tchad...
- Le droit à la "justice" , mais les meurtres d'étudiants, les arrestations préventives, les détentions abusives, la torture...

CET "ORDRE” C'EST:

inégalité , misère , oppression , répression policière , guerres. Révolte et désir de révolution sociale ne sont que les conséquences de ces faits. Et, si gouvernants bourgeois et privilégiés ont peur (juin 68 en France, 69 en Italie) , qu'ils s'en prennent à eux-mêmes, et non aux anarchistes.

Les anarchistes ont horreur du sang versé,
MAIS,
que les attentais de Milan et Rome soient une "monstrueuse provocation",
- ou un geste aveugle de révolté,
- ou erreur technique d'attentats-propagande, en aucun cas les anarchistes n'acceptent d'en être les boucs-émissaires. Ils dénoncent l'union sacrée des bourgeois exploiteurs et resteront aux côtés des travailleurs en lutte, en France, en Italie ou ailleurs.

*AUX POLITICIENS, dits de GAUCHE , qui seraient tentés de participer à l'union sacrée anti-anarchiste, donc anti-ouvrière, nous rappelons que les anarchistes ne sont pour rien:
- dans les camps de la mort et dans les massacres nazis et staliniens ;
- dans la répression contre-révolutionnaire en Hongrie (56) et Tchécoslovaquie (69);
- dans l'existence des bagnes et prisons franquistes;
- dans les ratonnades en France, les massacres coloniaux (Sétif, 1946 et autres lieux);
- dans la bombe d'Hiroshima.

LA VIOLENCE, à l'échelle planétaire, sanguinaire, permanente, N'EST PAS IMPUTABLE AUX ANARCHISTES.

LES ANARCHISTES, et pas seulement eux :
- refusent l'ordre capitaliste, totalement inhumain,
- et ne cessent de proposer un ordre social humain.

AUOGESTIONNAIRE, EGALITAIRE, FEDERALISTE.

L'anarchie , c'est l'organisation méthodique, rationnelle de la société , en partant de l'homme libre et en lui subordonnant les structures. C'est le contraire de ce qui existe acuellement, c'est-à-dire la subordination de l'homme à des structures préétablies.

L'UNION DES ANARCHO-SYNDICALISTES et GROUPES ANARCHISTES

"GREVE SAUVAGE", EN SUEDE:

On nous présente le "socialisne à la suédoise" comme un modèle , et nos gouvernants évoquent avec envie ce pays où les syndicats sont assez puissants pour que l'ordre règne (qu'il n'y ait pas de grèves). Or, voici que nous pouvons lire (dans le "Monde"). Plus de 4.600 mineurs et ouvriers des mines de fer de Laponie ont cessé le travail. Question de salaire au départ. Lisons ce qu'écrit le correspondant du " Monde":

....." Mais bientôt, il devint évident qu'il s'agissait de bien autre chose. Les mineurs voulaient que les négociations se tiennent en Laponie , et non dans la capitale, entre les chefs nationaux des syndicats et le patronat. L'organisation sociale en Scandinavie est si perfectionnée et centralisée que les travailleurs de province n'ont pas d'influence directe sur les négociations concernant des salaires ou la solution de conflits éventuels.

Les mineurs refusaient cette "commodité" et estimaient que la vie n'est pas seulement faite de pain, de travail assuré; de congés payés ou de loisirs, mais qu'il faut aussi aux travailleurs le sentiment d'avoir un but, des tâches à remplir qui exigent un effort, bref, une participation aux décisions qui affectent leur vie et leur avenir.

Les mineurs se sont donc révoltés, ils ont refusé d'entendre leurs chefs syndicaux; ils ont élu de nouveaux négociateurs et ont demandé que toute décision soit prise chez eux et avec eux. Ils ne veulent plus être anonymes.

Ce mouvement met en question l'avenir des sociétés scandinaves du bien-être. On avait cru que la société idéale était créée par l'aménagement des conditions matérielles, afin de permettre que la nature humaine, qui, selon la théorie, est fondamentalement bonne, puisse se manifester en toute liberté.

Peut-être l'homme a-t-il besoin d'une autorité pour pouvoir organiser sa vie d'une façon heureuse et efficace? Peut-être le refus de toute discipline mène-t-il à une anarchie qui menace la société? Peut-être la participation est-elle plus importante pour l'homme qu'une voiture de plus? Peut-être le sentiment de jouer un rôle, même, est -il préféré à une augmentation de salaire décidée au loin par une bureaucratie sans visage?

Nous arrêteronslà ces citations du "Monde". Mais aucune des questions qu'on y pose ne nous satisfait. Ne serait-ce pas simplement que les travailleurs veulent être? être, c'est -à -dire posséder le pouvoir? être, c'est -à -dire décider s'ils veulent produire pour leurs besoins et non plus travailler pour absorber une production que d'autres ont décidé pour eux et qu'ils veulent leur faire consommer.

Les mineurs suédois commencent donc à se révolter. Ils réfutent l'autorité de "leurs" syndicats comme celle du patronat. Encore une fois, deuxième front ou front unique?

J. METIVIER.

ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE

C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.